

19 JANVIER 2000

Loi relative à la réduction négociée du temps de travail

10 FÉVRIER 2000

Loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité

16 FÉVRIER 2000

Loi modifiant la composition et l'organisation de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

2 MARS 2000

Loi recréant le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC)

6 MARS 2000

Loi renforçant le rôle de l'école dans la prévention et la détection des faits de mauvais traitements à enfants

Loi instituant un Défenseur des enfants

13 MARS 2000

Loi portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique

14 MARS 2000

Loi relative aux volontariats civils et portant diverses mesures relatives à la réforme du service national

COMMISSION des finances

VERS UNE PROCÉDURE budgétaire renouvelée

Comme chaque année, l'examen de la loi de finances a constitué le temps fort de l'activité de la Commission des finances. Celle-ci s'est livrée à un examen extrêmement détaillé du texte, malgré l'ampleur des masses en jeu : plus de 1 610 milliards de francs. A côté des mesures qui ont le plus retenu l'attention de l'opinion - baisse de l'impôt sur le revenu, suppression de la vignette pour les particuliers -, la Commission a également examiné la rénovation du mécanisme de l'aide fiscale aux investissements outre-mer ou encore l'amélioration de la déductibilité des cotisations syndicales.

Parallèlement, la Commission a poursuivi son action de fond visant à la rénovation du contrôle parlementaire sur les dépenses publiques. Les rapporteurs spéciaux ont ainsi accentué leur contrôle sur l'utilisation des crédits votés par le Parlement. Les rapports de M. Jean-Michel Boucheron sur la présence militaire à Djibouti, de M. Michel Destot sur la politique de l'innovation, de M. Patrick Devedjian sur la justice, ont ainsi, entre autres, connu un écho remarquable. Outil central de cette volonté, la Mission d'Évaluation et de Contrôle (MEC) a conforté son rôle, concentrant, cette année, ses travaux sur trois dossiers sensibles : gestion des COTOREP, recouvrement de l'impôt, gestion des universités. Par ailleurs, la Commission a initié une réflexion particulièrement ambitieuse visant à réformer l'ordonnance du 2 janvier 1959, qui s'est concrétisée par le dépôt d'une proposition de loi organique par son rapporteur général, M. Didier Migaud. L'examen de celle-ci a été confié à une commission spéciale qui conduit ses travaux sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale, M. Raymond Forni.

Enfin, on ne peut omettre l'important travail d'examen effectué par la Commission sur des textes non-budgétaires, mais qui relèvent de sa compétence générale en matière économique et financière, notamment sur le projet de loi portant sur les nouvelles régulations économiques et sur celui renforçant les mécanismes d'épargne salariale.



M. Henri Emmanuelli, Président de la Commission des finances et M. Didier Migaud, rapporteur général.



M. Bernard Roman, Président de la Commission des lois.

COMMISSION des lois

RENFORCEMENT DES LIBERTÉS et rénovation de la vie politique

La Commission a placé le renforcement des libertés et des garanties des citoyens au cœur de ses travaux. Outre la loi sur la présomption d'innocence, la Commission a porté un intérêt particulier à la garantie des droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration : la loi du 12 avril fait ainsi désormais peser sur les services administratifs l'obligation de répondre à toute sollicitation par un accusé de réception, d'orienter une demande mal adressée vers le service compétent et de recueillir les observations de l'usager en cas de décision défavorable.



Prolongeant les travaux d'enquête conduits par l'Assemblée, la Commission a examiné les conditions dans lesquelles les mouvements sectaires risquent de porter atteinte aux droits de certains de leurs membres et a approuvé une proposition de loi renforçant les sanctions dont ces groupements sont passibles. Elle a consacré la reconnaissance des "gens du voyage", en rendant obligatoire la mise à leur disposition d'aires d'accueil sur l'ensemble du territoire.

S'agissant de l'outre-mer, la loi du 9 mai 2000 a tracé le cadre de la consultation de la population de Mayotte dans la perspective de la transformation du territoire en "collectivité départementale". Au terme de cette consultation, organisée le 2 juillet, 73 % des votants

ont répondu favorablement. De portée plus générale, la loi du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer met en place les conditions d'un développement mieux assuré. Elle offre la possibilité, au sein d'un "Congrès des élus départementaux et régionaux", de délibérer de propositions relatives à l'évolution institutionnelle et à de nouveaux transferts de compétences. Cette réforme s'accompagne d'une nouvelle dévolution de prérogatives aux collectivités ainsi que de plusieurs mesures économiques favorisant l'activité.

Enfin, la Commission a examiné les importants textes contribuant à la rénovation de la vie politique : parité hommes-femmes, raccourcissement du mandat présidentiel et renforcement des incompatibilités électives.



5 AVRIL 2000

Loi relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice

Loi organique relative aux incompatibilités entre mandats électoraux

12 AVRIL 2000

Loi relative à l'accès au grade de premier surveillant des services extérieurs de l'administration pénitentiaire

Loi relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

9 MAI 2000

Loi organisant une consultation de la population de Mayotte

6 JUIN 2000

Loi portant création d'une Commission nationale de déontologie de la sécurité

Loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives

15 JUIN 2000

Loi portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnances la valeur en certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs

Loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

30 JUIN 2000

Loi relative au référé devant les juridictions administratives

Loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce

Loi relative à la lutte contre la corruption

4 JUILLET 2000

Loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna

5 JUILLET 2000

Loi relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

6 JUILLET 2000

Loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives

COMMISSION des affaires culturelles, familiales et sociales

LUTTER CONTRE toutes les discriminations

Moins sollicitée que les années précédentes par le Gouvernement dans le domaine social, la Commission a pu donner toute sa place à l'initiative parlementaire. Quatre propositions de loi ont permis d'aborder des questions touchant directement à la vie quotidienne des Français : la proposition de loi sur l'égalité professionnelle entre femmes et hommes ; celle sur la lutte contre les discriminations à l'embauche fondées sur le sexe, l'origine ethnique, les orientations sexuelles ou l'apparence physique ; la proposition tendant à créer une agence de sécurité sanitaire environnementale qui complète le dispositif de veille sanitaire en y incluant les risques liés à l'environnement ; celle, enfin, qui a débouché sur la légalisation de la "pilule du lendemain". Conjointement, la Commission a entamé le débat sur le projet de loi portant le délai de l'IVG de dix à douze semaines de grossesse.

Dans le domaine culturel, une mission d'information sur les musées, animée par M. Alfred Recours, a rendu un rapport sur le fonctionnement des musées, qui devrait inspirer un prochain projet de loi sur ce sujet. Par ailleurs, une réforme de l'archéologie préventive (fouilles menées à l'occasion de la construction d'immeubles) a été menée à son terme. Surtout, l'année a été dominée dans ce secteur par la conclusion de la réforme de l'audiovisuel qui donne sa place aux technologies nouvelles : télévision numérique et internet.

Enfin, en charge du sport, la Commission a apporté sa contribution à la refonte de l'organisation du sport français dans une optique de moralisation du professionnalisme, de démocratisation des instances dirigeantes et d'ouverture.



M. Jean Le Garrec,
Président de la
Commission des affaires
culturelles, familiales et
sociales.



M. André Lajoinie,
Président de la
Commission
de la production
et des échanges.

COMMISSION de la production

VIE QUOTIDIENNE ET SAUVEGARDE des services publics

Pour la Commission, le texte sur la chasse a représenté un moment particulièrement fort. Pour mettre fin aux incompréhensions entre pratiquants de ce loisir et défenseurs de la nature, le Gouvernement avait confié une mission à M. François Patriat, dont les conclusions ont largement inspiré le projet de loi soumis à la représentation nationale. Les travaux en commission ont conforté deux axes cardinaux : transcrire dans notre droit la norme européenne ; définir un équilibre acceptable par tous en prescrivant aux chasseurs un effort de rationalisation, en échange d'une plus grande implication dans la gestion du patrimoine naturel.

Parmi les autres grands débats, il faut mentionner la loi du 10 février 2000 sur le service public de l'électricité, le projet de loi sur le conseil d'administration d'Air France, ainsi que le projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains.

Face à la catastrophe de l'Erika, la Commission a réagi très rapidement en incitant l'Assemblée à adopter des articles additionnels au projet de loi d'adaptation du droit communautaire dans le domaine des transports, articles imposant le dégazage des navires dans les ports et sanctionnant plus sévèrement les dégazages illicites.

Dans le domaine de la vie des entreprises, la Commission s'est saisie pour avis du projet de loi sur les nouvelles régulations économiques, faisant adopter des amendements rééquilibrant les rapports entre grandes surfaces et producteurs. Enfin, la Commission a poursuivi sa réflexion sur la sauvegarde des services publics à l'échelle européenne. Elle a publié un important rapport de son Président, M. André Lajoinie, sur l'avenir des transports

et organisé en décembre une série de tables rondes sur l'énergie, rassemblant des hautes personnalités du monde industriel, scientifique et syndical.



7 JUILLET 2000

Loi interdisant les candidatures multiples aux élections cantonales

Loi relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours ainsi qu'au reclassement et à la cessation anticipée d'activité des sapeurs-pompier professionnels

10 JUILLET 2000

Loi tendant à préciser la définition des délits non intentionnels

Loi relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées

Loi instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux "Justes" de France

Loi relative à la protection des trésors nationaux et aux produits soumis à certaines restrictions de circulation

Loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

Loi relative à l'élection des sénateurs



- 13 JUILLET 2000**
Loi de finances rectificative pour 2000
- 26 JUILLET 2000**
Loi relative à la chasse
- 1^{ER} AOÛT 2000**
Loi relative à la liberté de communication
- 2 OCTOBRE 2000**
Loi constitutionnelle relative à la durée du mandat du Président de la République
- 13 DÉCEMBRE 2000**
Loi d'orientation sur l'outre-mer

Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains

Loi relative à la contraception d'urgence
- 15 DÉCEMBRE 2000**
Loi donnant la possibilité aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine
- 23 DÉCEMBRE 2000**
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2001
- 30 DÉCEMBRE 2000**
Loi de finances pour 2001

Loi de finances rectificative pour 2000

Loi tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents

COMMISSION des affaires étrangères

SOUS LE SIGNE de la Présidence française

Pour la Commission des affaires étrangères, l'année 2000 a été placée sous le signe de la Présidence française de l'Union européenne. La Commission s'est livrée à un important travail de conviction sur la nécessité de faire précéder l'élargissement de l'Union par une réforme en profondeur des institutions communautaires. Elle a dans ce sens effectué plusieurs déplacements et organisé de multiples réunions à Paris afin d'exposer à nos partenaires européens, ainsi qu'aux pays candidats, les objectifs de la Présidence française.

Dans ce cadre, elle a également organisé, au mois de juillet, une conférence des Présidents des Commissions des affaires étrangères des États membres de l'Union et des pays candidats. Cette conférence a permis au Président de la République, au Premier ministre ainsi qu'au ministre des affaires étrangères d'exposer publiquement leur plan d'action pour la Présidence française.

La Commission a également procédé à un nombre important d'auditions qui lui ont permis de mieux contribuer à la réflexion sur la réforme des institutions. Parmi ces auditions, on relèvera celles de MM. Jacques Delors, Joschka Fischer, Robin Cook et Michel Barnier. À noter également : les contributions de Mme Vaira Vike-Greiberga, Présidente de la République de Lettonie et de M. Glafcos Clerides, Président de la République de Chypre, qui ont permis de mieux cerner les attentes des pays candidats.

Bien entendu, la Commission des affaires étrangères a, parallèlement au dossier européen, poursuivi son action en faveur des droits de l'homme et du développement dans le monde. Elle a ainsi auditionné le nouveau Président du Sénégal, puis le ministre de la justice du Maroc. Certains de ses membres ont également effectué un déplacement en Algérie, afin de mieux cerner la réalité complexe de ce pays lié à la France par une relation particulière.



M. François Loncle, Président de la Commission des affaires étrangères avec Robin Cook, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni.



M. Paul Quilès, Président de la Commission de la défense lors de l'audition du général Kelche, chef d'état-major des armées.

COMMISSION de la défense

PROFESSIONNALISATION DES ARMÉES et réflexion stratégique

La Commission de la défense a consacré une large part de ses travaux à la professionnalisation des armées en définissant le statut des officiers sous contrat dans le cadre de la loi sur les volontariats civils du 14 mars 2000 et en publiant le rapport de MM. Bernard Grasset et Charles Cova (n°2490) sur les espoirs et les inquiétudes du personnel militaire.

La Commission a également poursuivi la réflexion, engagée par son Président, M. Paul Quilès, sur le contrôle parlementaire des opérations extérieures. Elle a publié un rapport (n°2337) de M. François Lamy qui propose notamment de modifier la Constitution pour permettre une consultation du Parlement en cas d'engagement extérieur de nos forces. La Commission a enfin constitué une mission d'information sur le "syndrome du Golfe" qui semble affecter certains de nos soldats.

L'activité a également été intense dans le domaine de la réflexion stratégique, avec, notamment, le rapport (n°2788) de MM. Pierre Lellouche, Guy-Michel Chauveau et Aloyse Warhouver. Analysant les risques de prolifération des armes de destruction massive, il préconise des solutions alternatives à l'option défendue par les États-Unis et au projet de défense antimissiles nationale. Sur le même terrain, la Commission a publié un important rapport de M. Arthur Paecht (n°2623) sur le système 'Echelon', qui paraît contrevenir à la loyauté des rapports euro-américains.

La Commission s'est enfin penchée sur la modernisation de notre industrie d'armement et sur le contrôle que l'État se doit d'assurer sur ce secteur stratégique. Elle a publié deux rapports, l'un (n°2793) de Mme Martine Lignières-Cassou sur le soutien à la recherche de défense, le second (n°2334) de MM. Jean-Claude Sandrier, Christian Martin et Alain Veyret qui préconise une plus grande transparence des règles et des pratiques relatives au contrôle des exportations d'armement.



- 3 JANVIER 2001***
Loi portant habilitation du Gouvernement à transposer par ordonnances des directives communautaires

Loi relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique
- 4 JANVIER 2001***
Loi relative à l'élargissement du conseil d'administration d'Air France

Loi portant adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux

Loi créant la commission de contrôle des fonds publics accordés aux entreprises

- 15 JANVIER 2001***
Loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

- 16 JANVIER 2001***
Loi portant adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

- 17 JANVIER 2001***
Loi relative à l'archéologie préventive

* Lois adoptées définitivement en 2000

